

Communiqué
Le 26 juin 2023

Malgré son déni, un rapport du COR qui va si bien au gouvernement !

Alors qu'il vient tout juste d'être publié, le nouveau rapport du COR (Comité d'orientation des retraites) fait une nouvelle fois grand bruit. En effet et contrairement à ses prévisions initiales, le COR prévoit que le système des retraites serait déficitaire de 6 milliards d'euros en 2030 et ne serait équilibré qu'à la fin des années 2040. Rappelons tout d'abord que si la sécurité sociale était une caisse unique comme jusqu'en 1967, ce « déficit » n'existerait pas et que si l'égalité salariale entre femmes et hommes était une réalité, il existerait encore moins. Sans parler des exonérations de cotisations patronales (75 Mds€) et la fraude sociale patronale notamment sur le sujet du travail dissimulé (8,5 Mds€) qui pèsent à eux deux près de 85 milliards d'euros de cotisations et qui manquent cruellement à la sécurité sociale. C'est qu'il ne faudrait surtout pas déplaire au patronat : ne sont ainsi pas plus évoqués les salaires en berne dont l'augmentation permettrait pourtant des rentrées supplémentaires. Il est vrai qu'assécher les recettes de la sécurité sociale provoque des déficits artificiels permettant de justifier son démantèlement !

Pour le COR un régime est plus particulièrement en cause, à savoir celui de la fonction publique et encore plus précisément celui géré par la Caisse de retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers (CNRACL). En cause, le rapport entre actifs-ves et retraité-es devenu très défavorable aux premier-es, tout cela en raison des politiques d'austérité où les recrutements dans le secteur de la santé ont été indigents. Sans parler de l'austérité salariale ! Mais le régime des retraites ne saurait être séparé du reste de l'activité économique et sociale. Plus d'embauches font plus de cotisations sociales et donc de meilleures retraites. C'est la lutte contre le chômage qu'il est nécessaire d'enclencher réellement au lieu de vouloir précariser, comme le fait Macron, l'entièreté du monde du travail. Il n'y a malheureusement aucun doute sur l'utilisation qui sera faite des projections du COR par le gouvernement : de nouvelles saignées dans le secteur public précarisant encore plus les services publics sont à prévoir. Voire l'enclenchement d'une nouvelle réforme des retraites pour retarder encore plus l'âge de départ ou baisser les pensions sachant que selon le COR la part du PIB consacrée au financement du système des retraites va encore diminuer malgré l'augmentation du nombre des retraité-es.

Pendant ce temps, la part de la rémunération du capital ne cesse de croître : 80 milliards d'euros de dividendes versés en 2022 ! A quand une cotisation sociale assise sur les dividendes des actionnaires et affectée aux caisses de sécurité sociale ? Embauches massives dans les services publics, réduction du temps de travail à 32h par semaine sans perte de salaire ni flexibilité, embauches dans les secteurs écologiques : c'est en luttant contre le chômage, contre la fraude et pour la suppression des niches sociales qu'on alimente les comptes sociaux. Et c'est à celles et ceux les premier-es concerné-es, travailleurs-euses de décider des ressources et la gestion de la sécurité sociale, leur bien commun !

Pour la justice sociale et une plus juste répartition des richesses : continuons la lutte car elle ne fait que commencer ! Abrogation de la réforme des retraites !